

Bobigny, le 18 décembre 2015

à Monsieur le directeur académique
des services de l'Éducation Nationale
DSDEN - 8 rue Claude Bernard - 93008 BOBIGNY

Monsieur le directeur académique,

La mobilisation de tous les acteurs de l'éducation nationale dans notre département a été intense depuis un mois.

Suite aux attentats du 13 novembre à Paris et à Saint-Denis, à l'assaut à Saint-Denis le 18 novembre, à la fausse agression et la vraie panique à Aubervilliers le 14 décembre, il est maintenant nécessaire de prendre le temps d'analyser les différentes interventions qui ont eu lieu (au niveau de l'éducation nationale à tous les niveaux), ce qui a bien fonctionné, ce qui doit être amélioré.

Le SNUipp-FSU 93 vous adresse les propositions ci-dessous, élaborées à partir de tout ce que nos collègues nous ont demandé de faire prendre en compte.

Communication :

- Créer une double chaîne (mails + téléphones portables) à utiliser uniquement en cas de grande urgence pour faciliter et accélérer l'arrivée des infos :
IEN - Directions d'école - équipes enseignantes. *Les dernières communications ministérielles du 17/12 prévoient une partie de ces chaînes.*
Aurait été utile le 14 et le 18 novembre pour que l'info arrive plus vite auprès des enseignants ;
Aurait été utile le 14 décembre alors que les directeurs étaient encore en réunion à 15h45 (heure de la sortie des écoles) et que les collègues attendaient des infos.
Utile en cas de déclenchement du PPMS.
- En cas d'évènements graves (St-Denis le 18/11 et Aubervilliers le 14/12) pendant le temps de classe, tenir les équipes informées régulièrement de l'évolution de la situation (point toutes les heures ou aux heures « clés » : avant la sortie des élèves etc.). Nos collègues ne doivent pas avoir le sentiment que rien n'est fait ; des consignes doivent leur être données.
- Information institutionnelle à poursuivre auprès des parents d'élèves. Pour le moment, tous les échanges ont été assumés par les équipes des écoles.

Des consignes précises à donner :

Les écoles ont souvent le sentiment d'être livrées à elles-mêmes.

Lundi 16 novembre et jeudi 19 novembre : envisager que l'école ouvre plus tard, ou proposer aux équipes de venir plus tôt, pour élaborer collectivement le contenu de ce qui sera dit aux élèves. Ce temps de concertation est absolument indispensable pour les équipes. Il s'agit que chaque enseignant puisse adopter la bonne posture face aux élèves. Cet échange avant l'accueil des élèves et des familles peut également permettre de déceler des personnels en grande souffrance (stress, angoisse...) qu'il convient de ne pas mettre en présence des élèves.

Samedi 14 novembre : Les écoles ont été fermées mais les directeurs ont dû venir dans les écoles. Pour le SNUipp, laisser un directeur seul dans son école n'est pas possible. Il faut envisager dans ce cas un protocole à appliquer (demande à tous ceux qui le peuvent dans l'équipe de venir ; « protocole » de 2 ou 3 collègues présents à définir en début d'année).

Réunion du pôle ressource dans les circonscriptions :

Représentant l'institution, premier interlocuteur des équipes, l'IEN est un référent, à l'écoute et avec une présence particulière en période de crise.

Avant toute intervention du RASED, des collègues de circonscription... en cas d'événements graves, le pôle ressource doit être réuni. Il nous semble indispensable qu'il puisse consacrer un temps à analyser la situation grave, chercher qui seront les bons interlocuteurs en fonction de la nature de l'événement, que les collègues qui devront intervenir ne soient pas eux-mêmes dans l'urgence. Une arrivée qui semble faite en urgence n'est pas de nature à rassurer.

En aucun cas, on ne peut envoyer un personnel (psy ou G) dans son secteur. Les enseignants ne peuvent pas se retrouver face à un collègue avec lequel ils travaillent. Il en va de même pour les personnels de réseau qui ne pourraient pas intervenir au mieux face à un enseignant ou à un élève qu'ils connaissent.

Cellule psychologique :

L'intervention d'une cellule psychologique est une aide extérieure très importante.

Rappeler les numéros existants, les ressources possibles, dans toutes les écoles.

Pour autant, tout ne se règle pas en 1 jour, ni en 1 semaine.

Besoin que la cellule prenne en charge les élèves ET les adultes.

Besoin d'un retour de la cellule un mois après.

Pour certains, suivi tout au long de l'année.

Pour les enseignants présents dans les écoles à Saint-Denis le 18 novembre, déclaration d'accident du travail possible avec imputabilité au service même sans arrêt ou certificat médicaux.

Agression, intrusion :

Lundi 14 décembre : situation extrêmement anxiogène pour les collègues d'Aubervilliers mais également d'autres villes du département.

Pour autant, l'agresseur présumé ayant quitté les lieux, pas de « danger imminent », donc pas de droit de retrait justifié. Mais pour les enseignants dans les écoles, pas d'informations institutionnelles démontrant leur mise en sécurité, pas de conseils / consignes.

Formation urgente de tous les personnels :

- Associer plus systématiquement les directeurs-trices à l'analyse des situations et à l'élaboration des réponses.
- Besoin de formation : comment mettre des mots sur ce qui s'est passé, quelle attitude adopter lorsque l'on entend des propos déstabilisants. Le bon sens ne suffit pas toujours.
- Quelle attitude avoir vis-à-vis d'un enfant / d'un adulte qui entre en crise ? Même si cela est répertorié dans la fiche attentat du PPMS, trop peu d'enseignants se sont approprié les bons gestes et les bonnes postures à adopter.
- Apprendre à nommer les risques potentiels au sein de l'école, les évaluer et élaborer ce qui permettra de les réduire (avec les moyens propres de l'école, avec des moyens extérieurs) ou de les supprimer.
- Donner du temps aux équipes pour qu'elles puissent analyser ce qui a fonctionné ou pas (dans leur école) et réfléchir à comment mieux faire à l'avenir à ce niveau « de base ».

D'une manière générale, il faut maintenant des temps institutionnels d'analyse, et d'élaboration de réponses professionnelles, à tous les niveaux : équipes / directions / IEN. Les temps collectifs et les conseils de l'institution sont nécessaires pour rester professionnels à tous les niveaux.

Vigipirate attentat :

- Grande difficulté à mettre en place dans certaines écoles : pas de gardien, direction en charge de classe et des élèves qui arrivent après l'heure. Que fait-on ?
- Difficulté également quand les murs d'enceinte de l'école peuvent être franchis facilement.
- Travail de sécurisation des écoles à approfondir avec les municipalités.
- Inquiétude de certains collègues postés à l'entrée de l'école, qui peuvent être confrontés à des parents qui ne comprennent pas ou n'acceptent pas les consignes de sécurité qui leur sont imposées.

Reconnaissance de l'institution :

Partout dans le département, les personnels ont, en très grande majorité, fait preuve d'un grand professionnalisme, ils ont su se poser en tant qu'adultes référents devant leurs élèves, prendre du recul sur les événements, recueillir la parole de leurs élèves et trouver les mots qui rassurent. C'est un message fort envoyé aux familles qui, pour certaines, attendaient de l'école ce qu'elles n'étaient pas en mesure de faire avec leur propre enfant.

Quelle reconnaissance de l'institution ?

Saint-Denis : Les personnels veulent la reconnaissance d'avoir vécu quelque chose de totalement hors normes.

Comment cela peut-il se traduire ?

Au nom de tous les collègues qui nous ont demandé de relayer leurs réflexions, nous vous remercions par avance, Monsieur le Directeur académique, de l'attention que vous porterez à ces propositions.

Veuillez croire, Monsieur le Directeur académique, en notre engagement pour le service public d'éducation.

Pour le SNUipp-FSU 93, la secrétaire départementale,
Rachel SCHNEIDER

